



RAPPORT DE GESTION

Technologies D-BOX inc.

Exercice clos le 31 mars 2016

Table des matières

Table des matières	ii
1. Étendue du rapport de gestion.....	1
2. Énoncés prospectifs	1
3. Message aux actionnaires	2
4. Faits saillants.....	3
4.1 Faits saillants financiers	3
4.2 Faits saillants opérationnels	3
5. Perspectives.....	4
6. Profil de l'entreprise	4
7. Stratégie de l'entreprise.....	5
7.1 Modèles de revenus	5
7.2 Stratégie de croissance / Marché du divertissement	5
7.3 Stratégie de croissance / Marché de la simulation et formation	8
8. Mesures non conformes aux IFRS	9
9. Principales données financières	10
10. Résultats d'exploitation	11
10.1 Revenus.....	11
10.2 Bénéfice brut.....	12
10.3 Charges d'exploitation	13
10.4 Résultat financier	14
10.5 Impôts sur le résultat	14
10.6 Bénéfice net (Perte nette)	15
11. BAIIA ajusté	15
12. Situation de trésorerie et sources de financement	16
12.1 Activités d'exploitation	16
12.2 Activités d'investissement.....	16
12.3 Activités de financement.....	16
12.4 Capitaux propres	17
13. Information trimestrielle	18
14. Engagements contractuels.....	19
15. Capital social en circulation (21 juin 2016)	19
16. Jugements et estimations importants et nouvelles prises de position en matière de comptabilité	19
17. Instruments financiers.....	21
18. Risques et incertitudes.....	22
19. Contrôles de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière.....	23
20. Information additionnelle et continue.....	23

RAPPORT DE GESTION

Technologies D-BOX inc.

Exercice clos le 31 mars 2016

1. Étendue du rapport de gestion

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Technologies D-BOX inc. et sa filiale ainsi que les éléments-clés de ses résultats financiers. Il explique notamment l'évolution de la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2016 en les comparant aux résultats de l'exercice précédent. Il présente également une comparaison de ses bilans aux 31 mars 2016 et 31 mars 2015.

Ce rapport de gestion, préparé conformément au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2016 et les notes afférentes. Sauf indication contraire, les termes « Société » et « D-BOX » font référence à Technologies D-BOX inc.

Les états financiers consolidés audités de même que ce rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, tous les montants dont il est question dans ce rapport de gestion sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

2. Énoncés prospectifs

Certains énoncés figurant dans ce rapport de gestion, notamment les énoncés concernant les opinions, les projets, les objectifs, les stratégies, les estimations, les intentions et les attentes de la Société, ainsi que d'autres énoncés ne portant pas sur des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On peut reconnaître ces énoncés aux termes comme « prévoir », « anticiper », « estimer », « s'attendre à » et « envisager », et à d'autres termes et expressions similaires. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de cette dernière, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs, et ont trait, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes telles que la concurrence, la capacité de la Société à établir sa technologie, la capacité de la Société à poursuivre le déploiement de son réseau de distribution et à signer de nouvelles ententes commerciales dans le marché du divertissement et dans le marché de la simulation et formation, la fluctuation des taux de change, et d'autres facteurs mentionnés aux présentes (se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes ») ou dans le dossier d'information continue de la Société. Les résultats réels de la Société pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou que laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'éléments spéciaux ou encore d'un regroupement d'entreprises ou d'une autre opération qui pourrait être annoncée ou avoir lieu après la date des présentes. Sauf si la législation applicable l'exige, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour ces énoncés prospectifs pour tenir compte, notamment, de nouveaux renseignements ou d'événements futurs, et elle ne s'engage nullement à le faire.

3. Message aux actionnaires

Chers actionnaires,

Cette année encore, D-BOX compte plusieurs réalisations, lesquelles se sont traduites par des revenus et un BAIIA ajusté le plus élevés de l'histoire ainsi que par un bilan de fin d'année très solide. Dans tous les aspects stratégiques et opérationnels clés, notre équipe a su coordonner ses énergies, livrant la marchandise tout en renforçant le positionnement mondial de la Société comme chef de file dans l'offre de systèmes de mouvement avant-gardistes et à la fine pointe de la technologie.

Au cours de la dernière année, D-BOX a particulièrement connu du succès dans l'obtention de nouveaux contrats, élargissant ses assises internationales et établissant de nouvelles relations qui positionneront favorablement la Société à la convergence de la réalité virtuelle, du divertissement et de la simulation et de la formation. De plus, D-BOX aura renforcé son profil financier et aura été fructueuse dans ses démarches visant à attirer de nouveaux investisseurs.

Parmi les faits saillants de l'année débutant avec le marché du divertissement, 119 nouveaux écrans auront été installés à travers le monde incluant des renouvellements d'importantes commandes de Cinemark, la troisième chaîne nord américaine en importance et de Cineplex, le chef de file du marché canadien. En Chine continentale, où la croissance de l'industrie du divertissement se développe à un rythme très rapide, nous avons intensifié nos activités de développement des affaires, embauché des ressources locales et sommes en voie d'ouvrir un bureau. Pour supporter nos activités reliées au cinéma en salles à l'échelle mondiale, D-BOX aura codé 37 films obtenus en grande partie des principaux studios d'Hollywood, et, comme par le passé, plusieurs de ces titres se sont classés no. 1 au box-office lors du weekend de lancement.

Dans le marché de la simulation et de la formation, D-BOX aura continué de récolter les fruits d'activités continues de développement des affaires ainsi que des relations de longue date auprès des principaux partenaires. Entre autres, D-BOX aura fait d'énormes progrès auprès de clients dans les sous-marchés d'équipements lourds/grues et de l'automobile et a aussi été reconnue pour la seconde année consécutive comme étant l'une des cent meilleures sociétés en simulation et formation par le groupe KMI Media.

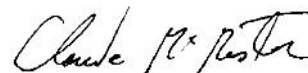
Sur le plan financier, la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec a investi dans la Société 5 M \$ de nouveaux capitaux sous la forme d'un prêt à terme de 54 mois. De plus, Gold-Finance (Canada) Asset Management Limited, une filiale d'un important groupe financier chinois a également investi 5 M \$ sous forme de capital-actions, pour une participation excédant 6 % de la Société et ce, à une prime importante par rapport au prix du marché des actions ordinaires de la Société.

Dans l'ensemble, les résultats de cette année ainsi que le positionnement unique de la Société face à l'avenir démontrent clairement la justesse de la vision de D-BOX ainsi que sa capacité à répondre aux besoins d'une clientèle mondiale tout en générant des revenus récurrents et en faisant croître la valeur de sa marque. En prévision du futur et de sa croissance anticipée, D-BOX a récemment augmenté son équipe de ventes et de marketing. Compte tenu de ces facteurs et de notre situation financière enviable, D-BOX est donc en excellente position pour accélérer la pénétration de ses marchés clés.

Tous ces accomplissements n'auraient pu être possibles sans le soutien continu de nos employés dédiés, de nos loyaux clients, des membres de notre conseil d'administration et de toutes les autres parties prenantes à notre succès. Nous tenons à les remercier tous pour leur engagement continu.



Jean Lamarre
Président du conseil d'administration



Claude Mc Master
Président et chef de la direction

4. Faits saillants

4.1 Faits saillants financiers

- Croissance des revenus, avec les meilleurs résultats pour l'exercice financier et le trimestre :
 - ✓ Revenus annuels en hausse de 41 % à 29 042 k \$, incluant 18 201 k \$ de ventes de systèmes et 6 524 k \$ en droits d'utilisation, de location et de maintenance dans le marché du divertissement.
 - ✓ Revenus trimestriels en hausse de 29 % à 8 612 k \$ incluant 5 949 k \$ de ventes de systèmes et 1 427 k \$ en droits d'utilisation, de location et de maintenance dans le marché du divertissement.
- Perte nette annuelle de 187 k \$ comparée à 478 k \$ l'année dernière.
- BAIIA ajusté annuel record *:
 - ✓ BAIIA ajusté de 3 598 k \$ pour l'exercice financier comparé à 1 304 k \$ l'an dernier; et
 - ✓ BAIIA ajusté de 944 k \$ pour le quatrième trimestre comparé à 713 k \$ pour le même trimestre l'année dernière.
- Fonds disponibles de 16 454 k \$ au 31 mars 2016 comparé à 6 710 k \$ au 31 mars 2015. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (1 723 k \$) et les flux de trésorerie générés par les activités de financement (9 836 k \$) sont plus élevés que les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement (1 843 k \$).

Quatrième trimestre et exercice clos le 31 mars (en milliers de dollars sauf pour les données par action)				
	Quatrième trimestre		Exercice	
	2016	2015	2016	2015
Revenus	8 612	6 680	29 042	20 588
BAIIA ajusté*	944	713	3 598	1 304
Bénéfice net (perte nette)	(406)	850	(187)	(478)
Bénéfice net (perte nette) de base et diluée par action	(0,002)	0,005	(0,001)	(0,003)
Données du bilan consolidé				
	Au 31 mars 2016		Au 31 mars 2015	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 454		6 710	

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » et au tableau du rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (perte nette) à la page 9.

4.2 Faits saillants opérationnels

- Déploiement stratégique et continu de notre technologie de mouvement auprès des exploitants de salles de cinéma au cours de l'exercice financier :
 - ✓ Augmentation de 42 % des écrans installés ou prévus être installés passant de 401 au 31 mars 2015 à 569 au 31 mars 2016.
 - ✓ Croissance importante avec Cinemark qui s'est engagé en décembre 2015 à déployer 80 nouveaux écrans aux États-Unis et en Amérique latine sur une période de 24 mois.
 - ✓ Cineplex, chef de file du cinéma en salle au Canada, a annoncé que 23 nouvelles salles seront équipées de systèmes de mouvement D-BOX totalisant 67 salles, pour une augmentation de 50 %.
- Dans le marché de la simulation et formation, D-BOX a obtenu des commandes de clients existants et a accéléré ses efforts de développement des affaires auprès de nouveaux joueurs-clés. D-BOX a également été reconnu pour la deuxième année comme étant l'une des cent meilleures sociétés en simulation et formation par le groupe KMI Media.

5. Perspectives

D-BOX priorise deux axes majeurs de développement : le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation, ceux-ci ayant chacun leurs sous marchés respectifs. À la lumière de ses activités de développement des affaires dans ces deux marchés, D-BOX anticipe que la tendance à la hausse de ses revenus devrait se maintenir. De concert avec cette croissance prévisible des revenus, D-BOX prévoit augmenter de façon graduelle le niveau de ses charges d'exploitation qui supporteront, notamment, la commercialisation de nouvelles innovations technologiques venant solidifier la position de D-BOX dans certains sous-marchés spécifiques et faciliter la pénétration de nouveaux marchés. De manière générale, la Société vise toutefois à maintenir un BAIIA ajusté positif et entend mener ses opérations en conséquence.

Avec l'avènement du monde de la réalité virtuelle (RV) et l'expertise de D-BOX dans le domaine de la simulation immersive de mouvement, D-BOX a développé de façon active de nouvelles applications pour la RV et d'autres marchés clés. D-BOX est bien positionné pour devenir un acteur important dans l'industrie de la RV étant donné que sa technologie peut éliminer les vertiges associés quelquefois aux mouvements dans ce genre d'expériences et pourrait être le chaînon manquant qui résoudra l'un des principaux défis que la réalité virtuelle doit surmonter. Ce nouveau marché émergent apportera des changements significatifs aux sous-marchés du divertissement (c.-à-d. divertissement à domicile et cinéma en salle), en plus des applications immédiates évidentes pour la simulation et formation. D-BOX est particulièrement excitée de faire partie de cette nouvelle tendance étant donné que le marché de la réalité virtuelle pourrait bientôt atteindre plusieurs milliards de dollars selon de nombreuses sources de l'industrie.

6. Profil de l'entreprise

D-BOX conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de mouvement à la fine pointe de la technologie, destinés au marché du divertissement et au marché de la simulation et formation. Cette technologie unique et brevetée utilise des codes de mouvement programmés spécifiquement pour chaque contenu visuel et dirigés vers un système de mouvement intégré dans une plate-forme, un siège ou tout autre produit. Les mouvements qui en résultent sont parfaitement synchronisés au visuel à l'écran, créant ainsi une expérience immersive d'un réalisme sans précédent.

Trois éléments produisent le mouvement synchronisé en parfaite harmonie avec les images et le son :

1. la création des effets de mouvement formant le code de mouvement appelé D-BOX Motion Code;
2. un contrôleur de mouvement servant d'interface entre le contenu visuel (films, jeux vidéo, simulation et formation, parcs d'amusement) et le système de mouvement D-BOX; et
3. le système de mouvement D-BOX qui est composé, entre autres, de pistons électromécaniques (actuateurs) intégrés dans une plateforme, siège ou autres types d'équipement.

Au 31 mars 2016, D-BOX comptait 100 employés comparativement à 84 employés au 31 mars 2015.

7. Stratégie de l'entreprise

La Société est une référence mondiale dans la conception de systèmes de mouvement immersif non distractif. Elle est également dans une position unique de faire partie et d'agir comme un vrai facteur de différenciation pour les technologies de réalité virtuelle et les expériences à venir

D-BOX continue à développer la notoriété de sa marque en plus d'offrir un actif différenciateur générant des revenus dans divers secteurs d'activités. La Société vise deux marchés distincts pour ses systèmes de mouvement à la fine pointe de la technologie : le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation.

Exemples d'applications

Marché du divertissement	Marché de la simulation et formation
<ul style="list-style-type: none">• Cinéma en salle• Divertissement à domicile :<ul style="list-style-type: none">○ Cinéma à domicile○ Jeux vidéo• Divertissement thématique :<ul style="list-style-type: none">○ Arcades○ Musées et planétariums○ Parcs d'amusement	<ul style="list-style-type: none">• Simulation et formation pour :<ul style="list-style-type: none">○ Automobile○ Équipements lourds/grues Équipements lourds/grues○ Santé○ Simulation de course○ Simulateurs de vol
<ul style="list-style-type: none">• Réalité virtuelle pour le marché du divertissement et le marché de la simulation et formation	

7.1 Modèles de revenus

Les modèles de revenus de la Société proviennent principalement :

1. de la vente ou de la location des systèmes de mouvement D-BOX, incluant les contrôleurs de mouvement et des serveurs informatiques dans le cas d'installations d'envergure comme les salles de cinéma;
2. des droits d'utilisation (licence) de la technologie D-BOX lors de la vente de billets à l'admission dans les salles de cinéma équipées de notre technologie, pour visionner un film codé par D-BOX, ainsi que des revenus de maintenance associés à l'utilisation des systèmes;
3. de la vente directe de systèmes de mouvement à un réseau de revendeurs spécialisés, des intégrateurs, équipementiers ou des fabricants de sièges qui commercialisent la technologie D-BOX sous leur propre marque (équipementiers d'origine « OEM »). Cette méthode de commercialisation présente notamment l'avantage de minimiser les frais de ventes et de marketing;
4. des droits de codage de contenu visuel.

7.2 Stratégie de croissance / Marché du divertissement

La Société poursuit constamment des négociations auprès de propriétaires de salles de cinéma afin d'accroître le nombre de salles de cinéma équipées de sa technologie.

En parallèle, la Société mise toujours sur ses relations privilégiées et sa crédibilité établies auprès des principaux studios d'Hollywood et de certains studios asiatiques et européens afin d'obtenir de plus

en plus de contenu pour ses salles de cinéma. La Société est d'avis que l'accroissement de l'offre de films a un effet direct sur le nombre de salles équipées et que les revenus de box-office par salle équipée de systèmes de mouvement D-BOX agissent à titre d'élément motivateur pour :

1. accélérer le déploiement de sa technologie auprès de nouveaux exploitants de salles qui veulent ajouter un élément distinctif à leur offre;
2. favoriser la vente de sa technologie auprès d'exploitants de salles de cinéma actuels qui souhaitent équiper plus d'un de leurs complexes ou encore équiper plus d'une salle dans un même complexe;
3. entraîner des ventes de systèmes de mouvement pour la clientèle du divertissement à domicile qui veut vivre l'expérience D-BOX dans le confort de leur demeure;
4. encourager des clients du jeu vidéo à s'équiper de sièges munis d'actuateurs D-BOX permettant ainsi d'ajouter une nouvelle dimension immersive à leur expérience de jeu;
5. faire connaître la technologie auprès de clients potentiels dans le secteur de la simulation et formation.

Au 31 mars 2016, 35 exploitants ont plus d'un complexe installé qui intègre la technologie D-BOX et plus de cent localisations installées ont plus d'une salle dans un même complexe incorporant notre technologie.

Un nombre supérieur de salles a un impact direct sur l'offre des studios qui est basée un modèle d'affaires avantageux pour tous les intervenants qui se partagent les nouveaux revenus générés par la technologie D-BOX.

L'accès au contenu est un élément-clé pour accélérer le déploiement de la technologie D-BOX. La Société continue à développer des relations d'affaires avec de nouveaux fournisseurs de contenu pour le cinéma et le jeu vidéo. Entre autres, plus de 190 films présentés en salle ont été codés à ce jour dont plus de 90 se classant numéro un au box-office lors du week-end de lancement.

L'expérience D-BOX dans les cinémas en salle poursuivra une progression marquée suite au déploiement de sa technologie. Cette vision est renforcée par le fait que la Société a codé, de façon continue, le contenu des grands studios majeurs en plus d'avoir procédé au codage de contenus locaux dans certains pays où D-BOX est maintenant présente. De plus, elle a fait ses preuves tant sur le plan technique que commercial et a reçu de nombreux prix au cours des dernières années.

Cependant, certains facteurs saisonniers peuvent avoir un impact sur le déploiement de nouveaux systèmes de mouvement D-BOX destinés au cinéma en salle. Le taux de croissance des activités de cinéma en salle ne sera pas nécessairement linéaire mais plutôt sujet à une certaine volatilité sur la base de trimestres consécutifs.

À cet égard, la Société rappelle qu'elle demeure sujette à un certain nombre d'autres risques et incertitudes concernant ses opérations (se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes »).

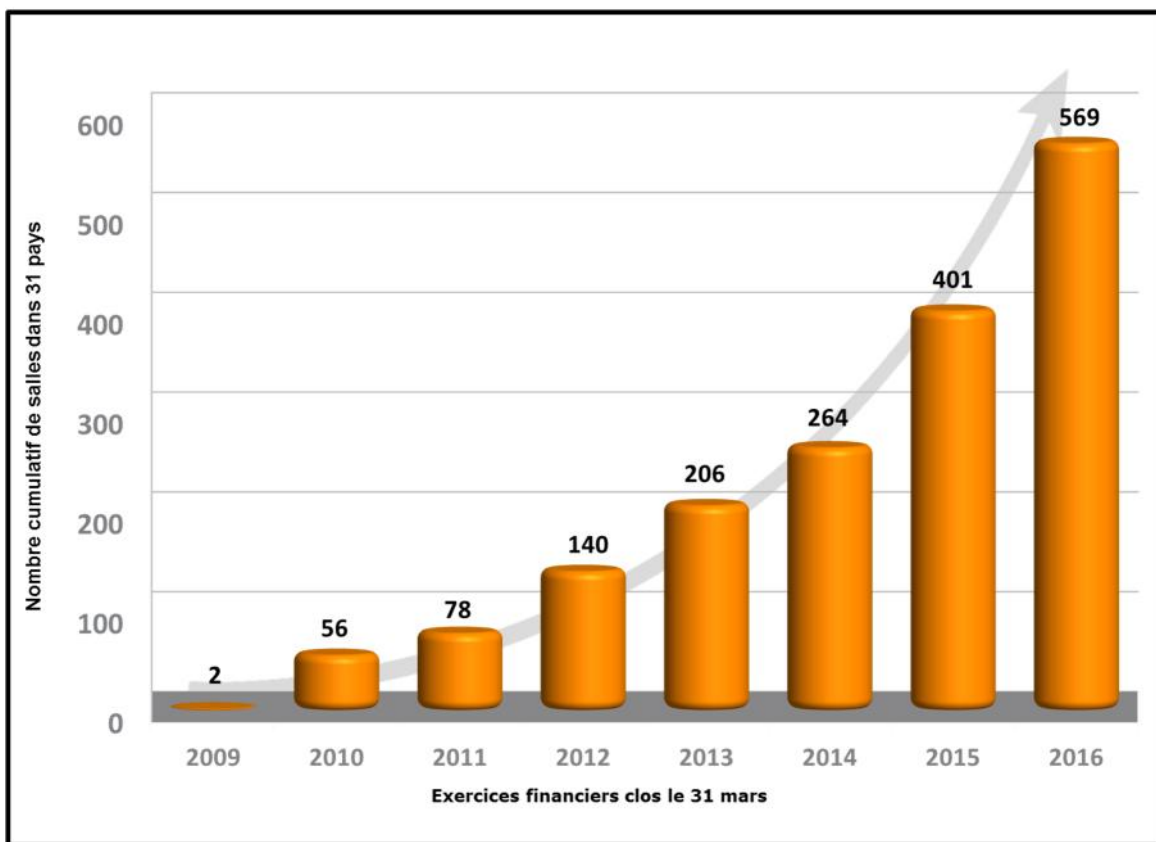
Le développement des affaires auprès des chaînes de cinéma est assuré par une équipe interne de développement d'affaires et quelques partenaires externes dans certains pays. De plus, les représentants de la Société continuent de participer à des foires commerciales d'importance. La Société croit que le marché du divertissement est un très bon moyen de démontrer sa technologie au plus grand nombre de gens possible, dégage des revenus significatifs par les droits de licence sur l'utilisation de la technologie en fonction des primes demandées sur les billets d'admission en salle,

par la vente ou la location de systèmes de mouvement, ainsi que par les revenus de maintenance des systèmes de mouvement. Cette stratégie permet d'augmenter de façon importante la notoriété de la marque.

À titre d'instrument de mesure de la réalisation de ses objectifs de déploiement à l'égard des chaînes de cinéma, la Société tient compte de la progression des systèmes de mouvement installés en plus du carnet de commandes. D'un point de vue pratique, la Société définit le carnet de commandes comme suit : un engagement ou une commande reçue pour des systèmes de mouvement dans le cadre d'une entente contractuelle et dont l'installation est prévue à l'intérieur d'une période de 24 mois.

Au 31 mars 2016, le total des salles installées ou en commande a augmenté de 42 % et s'élevait à 569 comparativement à 401 il y a un an.

Croissance mondiale des salles de cinéma installées ou en commande Au 31 mars 2016



À l'égard des produits destinés au divertissement à domicile, la Société vise à :

1. vendre des produits sous sa propre marque et sous des marques d'équipementiers d'origine, d'intégrateurs et de revendeurs;
2. augmenter l'offre de contenu codé par D-BOX; et
3. créer des produits et former des partenariats avec des joueurs stratégiques qui permettent une pénétration progressive du marché de consommation de masse.

En résumé, D-BOX a démontré à ce jour :

- que les cinéphiles sont prêts à payer une prime sur le coût d'un billet d'admission pour vivre l'expérience immersive non distractive;
- qu'elle génère une source d'achalandage et de revenus additionnels pour les exploitants de salles de cinéma, leur permettant ainsi de se distinguer par rapport à la compétition et d'accroître leurs revenus (revenus (i) directs provenant de la vente de billets pour la zone D-BOX, et (ii) indirects provenant de la vente d'aliments et boissons); et
- qu'elle procure une visibilité et une source de revenus additionnelle pour les studios.

7.3 Stratégie de croissance / Marché de la simulation et formation

Le marché de la simulation et formation contribue de manière significative à la notoriété globale de la marque D-BOX, éveillant ainsi l'intérêt des consommateurs au réalisme et à l'efficacité de façon à créer une demande grandissante pour l'expérience D-BOX dans d'autres sous-marchés tels que : l'automobile, la défense, les simulateurs de vol, les équipements lourds/grues, la simulation de course et la santé. La Société mobilise des ressources qui se consacrent au développement de ce marché d'affaires en vue d'identifier de nouveaux partenaires et de répondre à leurs demandes.

À l'égard des produits destinés aux utilisateurs de la simulation industrielle, la Société poursuit sa mission de vendre des produits sous sa propre marque et sous des marques d'équipementiers d'origine, d'intégrateurs et de revendeurs, et d'adapter les produits en fonction des demandes spécifiques de manufacturiers de façon à pénétrer de nouveaux marchés.

Au cours des dernières années, la Société a multiplié sa présence à des foires commerciales et industrielles, lesquelles ont contribué à faire connaître D-BOX et sa technologie de mouvement.

La Société a récemment développé des systèmes de mouvement adaptés à de nouveaux sous-marchés du marché de la simulation et formation dont la commercialisation devrait s'accélérer au cours des prochains trimestres. Cette tendance a été observée depuis le trimestre clos le 31 décembre 2015 suite au développement de nouveaux actuateurs qui gagnent en popularité auprès de nouveaux clients et des clients existants.

La Société dédie une équipe au développement et au maintien de ce marché afin d'identifier de nouveaux clients potentiels et de répondre adéquatement à leurs demandes. Parmi les principaux critères recherchés chez un nouveau client et/ou distributeur, on retrouve : un réseau de distribution international efficace, une excellente renommée dans le marché et un désir de consacrer les ressources et les efforts requis pour générer de nouveaux revenus importants.

8. Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à deux mesures non conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS) : 1) le BAIIA ajusté et 2) le bénéfice brut excluant l'amortissement. Bien que ces mesures fournissent de l'information utile et complémentaire, elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et sont peu susceptibles d'être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

- 1) Le BAIIA ajusté fournit de l'information utile et complémentaire, permettant notamment d'évaluer la rentabilité et la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie avec les activités d'exploitation. Il inclut le bénéfice net (la perte nette) et exclut ce qui suit : les éléments sans effet sur la trésorerie, le gain ou la perte de change, les charges financières, les intérêts créditeurs et les impôts sur le résultat.

Le tableau suivant explique le rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice net (à la perte nette).

	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice net (perte nette)	(187)	(478)	(406)	850
Amortissement des immobilisations corporelles	2 333	1 844	528	311
Amortissement des actifs incorporels	536	392	137	74
Amortissement des autres actifs	114	72	10	13
Radiation d'immobilisations corporelles	167	178	9	96
Gain sur vente d'immobilisations corporelles	—	(36)	—	—
Charge au titre des paiements fondés sur les actions	224	409	46	84
Perte (gain) de change	4	(1 151)	456	(763)
Résultat financier (charges financières et intérêts créditeurs)	379	36	135	11
Impôts sur le résultat	28	38	29	37
BAIIA ajusté	3 598	1 304	944	713

- 2) Le bénéfice brut excluant l'amortissement permet aussi d'évaluer la capacité de la Société à générer de la trésorerie par la vente de ses produits en considérant le coût des produits mais en excluant le principal élément non monétaire soit l'amortissement (voir le tableau expliquant le rapprochement du bénéfice brut excluant l'amortissement au bénéfice brut à la page 12).

9. Principales données financières

Les tableaux suivants présentent certaines données financières importantes pour le quatrième trimestre et la période clos le 31 mars 2016 en les comparant avec les mêmes périodes de l'exercice précédent.

Données sur l'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Revenus	29 042	20 588	8 612	6 680
Bénéfice brut excluant l'amortissement*	17 055	10 961	4 794	3 402
Bénéfice net (perte nette)	(187)	(478)	(406)	850
BAIIA ajusté*	3 598	1 304	944	713
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,001)	(0,003)	(0,002)	(0,005)

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

Données sur l'état consolidé des flux de trésorerie	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2016	2015	2016	2016
Biens destinés à la location	(1 086)	(660)	(78)	(255)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 723	1 372	910	2 432
Acquisition d'immobilisations corporelles	(968)	(525)	(160)	(146)
Acquisition d'actifs incorporels	(875)	(1 035)	(169)	(208)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	9 836	1	—	—

Le tableau suivant présente certaines données financières importantes du bilan consolidé au 31 mars 2016 et au 31 mars 2015.

Données du bilan consolidé	Au 31 mars 2016	Au 31 mars 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 454	6 710
Stocks	5 016	3 903
Fonds de roulement	21 455	11 238
Actif total	37 200	24 838
Passif total	6 677	4 245
Dette à long terme	4 420	—
Capitaux propres	26 103	20 593

10. Résultats d'exploitation

10.1 Revenus

Les revenus de l'exercice clos le 31 mars 2016 se sont chiffrés à 29 042 k \$, une hausse de 41 % comparativement à 20 588 k \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

Pour le marché du divertissement, les revenus sont composés des ventes de systèmes de mouvement D-BOX aux exploitants de salles de cinéma, des revenus de droits d'utilisation, de location et de maintenance sur la vente de billets générés par le cinéma en salle, des ventes de systèmes à des clients pour le divertissement à domicile et des ventes de systèmes à des clients du divertissement thématique.

Les revenus sont composés également de ventes de systèmes de mouvement aux clients du marché de la simulation et formation qui commercialisent sous leurs propres marques les systèmes de mouvement D-BOX, ainsi que des ventes de systèmes aux clients du marché du divertissement.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, le marché du divertissement a généré des revenus en hausse de 43 % à 24 725 k \$ comparativement à des revenus de 17 242 k \$ réalisés l'an dernier. Les revenus provenant du cinéma en salle ont augmenté de 38 % passant de 14 356 k \$ en 2015 à 19 762 k \$ cette année. Ces revenus sont composés (i) de la vente de systèmes de mouvement D-BOX qui ont augmenté de 28 % à 13 238 k \$ (10 326 k \$ en 2015) et ii) de revenus de droits d'utilisation, de location et de maintenance sur la vente de billets générés par le cinéma en salle qui ont augmenté de 62 % à 6 524 k \$ (4 030 k \$ en 2015). Cette augmentation provient principalement de la performance des films présentés au cours du trimestre et du déploiement de salles additionnelles au cours des douze derniers mois.

Il est bon de rappeler que les revenus provenant des droits d'utilisation, de location et de maintenance varient d'une période à une autre, notamment en fonction des éléments suivants :

- la performance au box-office des films présentés, laquelle peut varier considérablement d'un film à l'autre;
- la partage des revenus entre les exploitations de salles de cinéma et les studios;
- la performance individuelle des exploitants de salles de cinéma;
- le nombre moyen de systèmes de mouvement D-BOX installés, lequel est en constante progression;
- le nombre de représentations d'un film D-BOX en salle par semaine, lequel varie dépendamment du pays dans lequel le film est présenté ou même d'un exploitant à un autre; et
- le nombre de semaines pendant lequel un film est joué, cette durée pouvant notamment varier d'un pays à un autre étant donné une date différente de lancement et la volonté d'un exploitant de salles de cinéma de présenter un film sur une période plus ou moins longue.

Au 31 mars 2016, 442 salles à travers le monde ont été installées comparativement à 323 salles à la même date l'an dernier.

Le marché du divertissement inclut aussi les ventes de systèmes pour le divertissement à domicile et les ventes de systèmes pour le divertissement thématique. Les ventes du marché du divertissement à domicile ont augmenté de 43 % à 1 461 k \$ en comparaison avec 1 024 k \$ l’an dernier. Cette croissance provient essentiellement du nouveau contrôleur universel HEMC (Contrôleur de mouvement pour divertissement à domicile) lancé l’année dernière. Les revenus provenant du marché du divertissement thématique ont augmenté de 88 % à 3 502 k \$ (1 862 k \$ l’année dernière) et s’explique par des systèmes vendus à un client majeur des sous-marchés des parcs d’amusement et des arcades.

Pour le marché de la simulation et formation, notre stratégie de développement consiste à vendre notre technologie de systèmes de mouvement à des clients afin que ceux-ci l’intègrent dans leurs produits. Les ventes sont générées entre autre par la présence à des foires commerciales et industrielles, qui contribue à faire connaître la technologie D-BOX et la présentation de films en salle incorporant le code de mouvements D-BOX qui vient créer une demande grandissante pour l’expérience D-BOX dans divers autres sous-marchés.

Au cours de l’exercice clos le 31 mars 2016, les ventes de systèmes de mouvement destinés au marché de la simulation et formation se sont élevées à 4 317 k \$, soit une hausse de 29 % comparativement à 3 346 k \$ réalisées l’an dernier. L’augmentation des ventes est principalement due par la vente de systèmes à des clients dans les sous-marchés des équipements lourds/grues et de l’automobile.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016, les revenus se sont élevés à 8 612 k \$ comparativement à 6 680 k \$ pour la même période de l’an dernier. Cette hausse de 29 % s’explique par une augmentation de 28 % des revenus provenant du marché du divertissement (7 376 k \$ en 2016 comparativement à 5 770 k \$ en 2015) et d’une augmentation de 36 % des ventes provenant du marché de la simulation et formation qui se sont élevées à 1 236 k \$ comparativement à 910 k \$ pour la même période de l’exercice précédent. L’augmentation dans le marché du divertissement est principalement due à une croissance des revenus de l’ordre de 117 % des droits d’utilisation, de location et de maintenance.

10.2 Bénéfice brut

Le tableau suivant explique le rapprochement du bénéfice brut excluant l’amortissement au bénéfice brut.

	Exercice clos le 31 mars		Quatrième trimestre clos le 31 mars	
	2016	2015	2016	2015
Revenus	29 042	20 588	8 612	6 680
Bénéfice brut	14 842	9 288	4 321	3 169
Amortissement rattaché au coût des produits	2 213	1 673	473	233
Bénéfice brut excluant l’amortissement*	17 055	10 961	4 794	3 402
Marge brute excluant l’amortissement	59 %	53 %	56 %	51 %

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

Pour l’exercice clos le 31 mars 2016, le bénéfice brut a augmenté de 60 % pour s’élever à 14 842 k \$ comparativement à 9 288 k \$ pour l’exercice de l’année précédente. Excluant l’amortissement rattaché au coût des produits, le bénéfice brut a crû de 56 % et s’est élevé à 17 055 k \$ pour 2016 (59 % des

revenus) comparativement à 10 961 k \$ (53 % des revenus) l’an dernier. La hausse de la marge brute excluant l’amortissement s’explique par la bonne performance des revenus dans les deux marchés : du divertissement et de la simulation et formation.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016, le bénéfice brut s’est élevé à 4 321 k \$ comparativement à 3 169 k \$ pour la même période de l’exercice précédent. Excluant l’amortissement, le bénéfice brut s’est élevé à 4 794 k \$ (56 % des revenus) comparativement à 3 402 k \$ (51 % des revenus) l’an dernier. Cette amélioration de 41 % du bénéfice brut excluant l’amortissement s’explique également par une croissance dans les deux marchés : du divertissement et de la simulation et formation.

10.3 Charges d’exploitation

Frais de vente et marketing : Les frais de vente et marketing se composent principalement des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur les actions, des honoraires professionnels, des frais de publicité et du matériel aux points de vente et des frais de participation à des foires industrielles. Ils incluent aussi les frais relatifs aux codes de mouvement et autres frais de marketing.

Pour l’exercice clos le 31 mars 2016, les frais de vente et marketing ont augmenté de 27 % et se sont élevés à 7 230 k \$ (25 % des revenus), comparés à 5 677 k \$ (28 % des revenus) pour l’exercice clos le 31 mars 2015. Cette augmentation s’explique principalement par une augmentation des coûts liés au personnel, des honoraires professionnels et des frais de publicité et matériel.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016, les frais de vente et marketing ont augmenté de 35 % à 1 955 k \$ (23 % des revenus), comparés à 1 446 k \$ (22 % des revenus) pour le même trimestre de l’année précédente. Cette augmentation s’explique principalement par une augmentation des coûts liés au personnel et des honoraires professionnels.

Frais d’administration : Les frais d’administration se composent notamment des coûts liés au personnel incluant la charge au titre des paiements fondés sur les actions, des honoraires professionnels et des autres frais généraux et administratifs.

Pour l’exercice clos le 31 mars 2016, les frais d’administration se sont élevés à 4 523 k \$ (16 % des revenus), représentant une hausse de 31 % qui se comparent à 3 460 k \$ (17 % des revenus) pour l’exercice clos le 31 mars 2015. Cette hausse est principalement reliée aux coûts liés au personnel.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016, les frais d’administration se sont élevés à 1 412 k \$ (16 % des revenus) comparativement à 1 058 k \$ (16 % des revenus) pour le trimestre clos le 31 mars 2015. Cette augmentation de 33 % provient essentiellement des coûts liés au personnel.

Frais de recherche et développement : Les frais de recherche et développement incluent principalement les coûts liés au personnel, l’amortissement des actifs et des brevets, les autres coûts liés à l’amélioration des produits existants ainsi qu’aux frais d’adaptation des produits aux diverses normes internationales, moins les crédits d’impôt à l’investissement.

Pour l’exercice financier clos le 31 mars 2016, les frais de recherche et développement ont augmenté à 2 865 k \$ (10 % des revenus) comparativement à 1 706 k \$ (8 % des revenus) pour l’exercice financier clos le 31 mars 2015. L’augmentation de ces frais de l’ordre de 1 159 k \$ s’explique entre

autres par i) une augmentation de 758 k \$ des coûts liés à l'embauche de ressources additionnelles pour le développement et l'amélioration des produits et divers autres frais de recherche et développement et ii) un changement d'estimation au montant de 401 k \$ provenant d'une réduction des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et de l'augmentation d'un frais couru à payer pour les crédits d'impôts à l'investissement (ce frais couru à payer survient à la suite de la réception d'un projet d'avis de cotisation de la part des autorités fiscales concernées relatif à un exercice précédent).

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016, les frais de recherche et développement ont augmenté de 40 % à 740 k \$ (9 % des revenus) comparativement à 530 k \$ (8 % des revenus) pour le même trimestre de l'an dernier. Cette augmentation s'explique également par des coûts liés à l'embauche de ressources additionnelles pour le développement et l'amélioration des produits et divers autres frais de recherche et développement.

Gain ou perte de change : Le gain ou la perte de change résulte principalement de la fluctuation de la devise canadienne par rapport à la devise américaine lors de la conversion des opérations en devise américaine au cours du jour de la transaction et des actifs et passifs monétaires libellés en devise américaine au cours de clôture.

Ainsi, pour l'exercice clos le 31 mars 2016, la perte de change s'est élevée à 4 k \$ comparativement à un gain de 1 151 k \$ l'an dernier. La fluctuation de change s'explique par la volatilité de la devise canadienne comparativement à la devise américaine au cours de l'année.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016, la perte de change s'est élevée à 456 k \$ comparativement à un gain de change de 763 k \$ pour le même trimestre de 2015. La fluctuation de change s'explique par la volatilité de la devise canadienne par rapport à la devise américaine survenue au cours de ces deux périodes.

10.4 Résultat financier

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les charges financières nettes des intérêts créditeurs se sont élevées à 379 k \$ comparativement à une charge nette de 36 k \$ pour l'exercice de l'an dernier. Cette augmentation est due aux intérêts sur la dette à long terme émise le 5 août 2015 au montant de 307 k \$.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016, les frais financiers nets des intérêts créditeurs se sont élevés à 135 k \$ comparativement à 11 k \$ l'an dernier. Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme se sont élevés à 117 k \$ durant le trimestre.

10.5 Impôts sur le résultat

En ce qui concerne la comptabilisation de ses impôts différés, la Société a conclu qu'une provision pour moins-value équivalente aux montants des actifs d'impôts différés devait être comptabilisée.

Au 31 mars 2016, la Société a accumulé des reports en avant de pertes nettes d'exploitation aux fins des impôts de 26 094 k \$ au fédéral, de 25 998 k \$ au Québec et aux États-Unis de 3 983 k \$ en plus d'autres actifs d'impôts différés non comptabilisés mentionnés à la note 12 des états financiers consolidés.

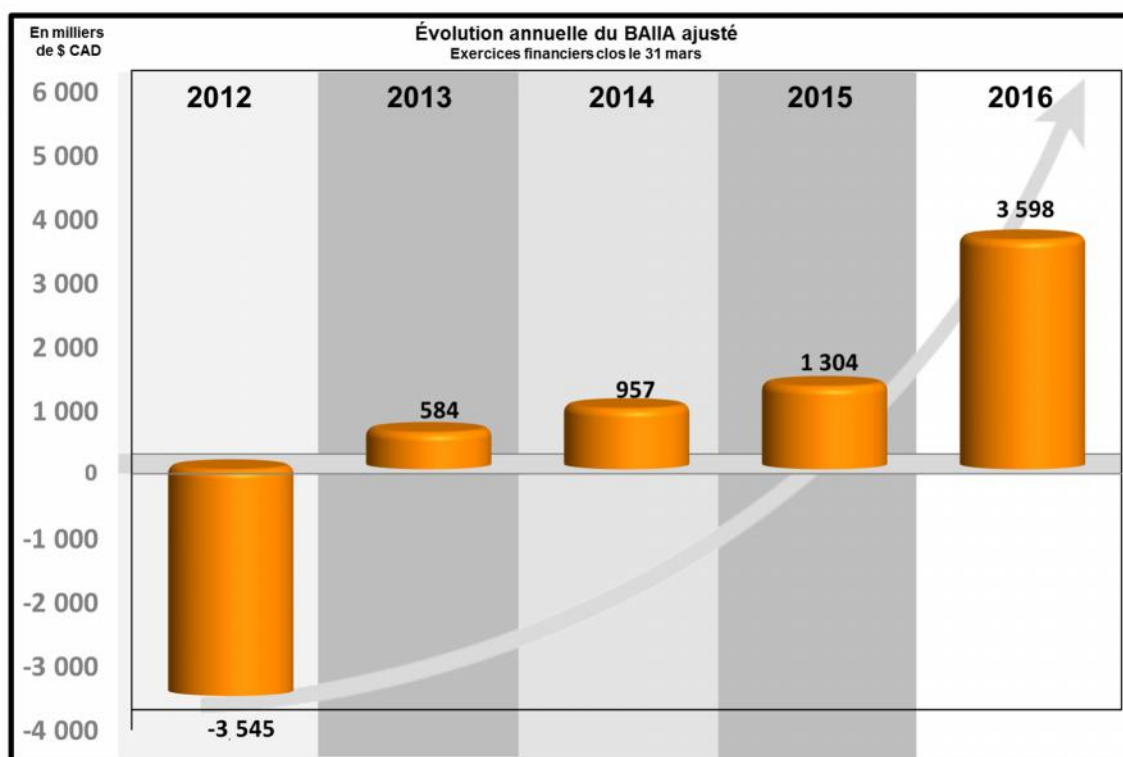
10.6 Bénéfice net (Perte nette)

En raison des éléments mentionnés précédemment, la perte nette pour l'exercice clos le 31 mars 2016 s'élève à 187 k \$ (perte nette de base et diluée par action de 0,001 \$) comparativement à une perte nette de 478 k \$ (perte nette de base et diluée par action de 0,003 \$) pour 2015.

Pour le quatrième trimestre, la perte nette s'est élevée à 406 k \$ (perte nette de base et diluée par action de 0,002 \$), en comparaison avec un bénéfice net de 850 k \$ (bénéfice net de base et dilué par action de 0,005 \$ par action) pour le même trimestre de 2015. La variation de 1 256 k \$ du bénéfice net (perte nette) pour le trimestre provient principalement de la variation du gain (perte) de change de 1 219 k \$ et est due à la forte fluctuation de la devise canadienne par rapport à la devise américaine au cours de la période.

11. BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté inclut le bénéfice net (la perte nette) et exclut les éléments sans effet sur la trésorerie, le gain ou la perte de change, les charges financières, les intérêts créditeurs et les impôts sur le résultat. Cette mesure fournit de l'information utile et complémentaire, permettant notamment d'évaluer la rentabilité et les flux monétaires générés par les activités d'exploitation.



Depuis le premier trimestre de l'exercice financier 2013, D-BOX a continué de réaliser un BAIIA ajusté positif qui tend à augmenter depuis ce temps. Ceci est la résultante d'une croissance soutenue des revenus et d'un contrôle serré des charges d'exploitation.

Le BAIIA ajusté s'est élevé à 3 598 k \$ au 31 mars 2016 en hausse de 176 % comparativement à 1 304 k \$ pour l'année précédente.

Pour le quatrième trimestre, le BAIIA ajusté s'est élevé à 944 k \$ en hausse de 32 % comparativement à un BAIIA ajusté de 713 k \$ pour la même période l'an dernier.

12. Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 mars 2016, l'actif total s'établissait à 37 200 k \$ comparativement à 24 838 k \$ au 31 mars 2015. Cette variation favorable s'explique par une augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie telle qu'expliquée plus loin dans les activités de financement.

Le fonds de roulement s'établissait à 21 455 k \$ au 31 mars 2016 contre 11 238 k \$ au 31 mars 2015. Les débiteurs, essentiellement composés de comptes clients, de crédits d'impôt à l'investissement et des taxes à la consommation à recevoir, ont augmenté à 6 159 k \$ au 31 mars 2016 comparativement à 4 302 k \$ au 31 mars 2015. Les stocks ont augmenté à 5 016 k \$ au 31 mars 2016 comparativement à 3 903 k \$ au 31 mars 2015. Ces hausses proviennent de la croissance des revenus pour les deux marchés : marché du divertissement et marché de la simulation et formation.

Le passif à court terme a augmenté de 2 432 k \$ à 6 677 k \$ au 31 mars 2016 comparativement à 4 245 k \$ au 31 mars 2015. Le passif à court terme est composé des créditeurs et charges à payer qui ont augmenté de 2 328 k \$ à 6 114 k \$. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des coûts liés à la rémunération et des comptes fournisseurs à la fin de l'année 2016 comparé au 31 mars 2015.

12.1 Activités d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 1 723 k \$ comparativement à 1 372 k \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation de 351 k \$ des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation provient essentiellement d'une hausse de 2 227 k \$ des flux générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments du fonds de roulement moins l'augmentation de 1 876 k \$ des flux requis pour le fonds de roulement (principalement les débiteurs et les stocks).

12.2 Activités d'investissement

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les flux utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 1 843 k \$ comparativement à 1 521 k \$ pour l'exercice 2015. Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement comprennent l'acquisition d'immobilisations corporelles qui ont augmenté de 443 k \$ à 968 k \$ en 2016 (525 k \$ en 2015) et des coûts liés à l'acquisition d'actifs incorporels qui ont diminué de 160 k \$ à 875 k \$ (1 035 k \$ en 2015).

12.3 Activités de financement

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré des liquidités de 9 836 k \$ et s'explique comme suit :

Émission d'une dette à long terme : Le 5 août 2015, la Société a émis un prêt et 4 500 000 bons de souscription en contrepartie d'un montant net de 4 869 k \$, déduction faite des frais de financement au montant 131 k \$. Chaque bon de souscription permet au porteur de souscrire à une action ordinaire de catégorie A au prix de 0,50 \$ par action pour une période de 48 mois se terminant le 5 août 2019.

Le prêt porte intérêt payable trimestriellement au taux de 7 % ou 10 % selon des conditions particulières et vient entièrement à échéance le 5 février 2020 et peut être remboursé en tout temps par la Société. Le prêt est garanti et contient certaines restrictions dont limiter la Société à contracter des dettes additionnelles, verser des dividendes et faire d'autres distributions. Le prêt est garanti par une hypothèque visant l'universalité des actifs (sauf la propriété intellectuelle) de la Société et de sa filiale.

Un montant du produit brut de 527 k \$, déduction faite des frais de financement, a été attribuée aux bons de souscription. Les frais de financement liés à la dette à long terme sont capitalisés en réduction de la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais de financement liés aux bons de souscription sont capitalisés en réduction des capitaux propres.

Le 31 mars 2016, le taux d'intérêt effectif de la dette à long terme était de 10,7 % et la Société était en conformité avec toutes les clauses restrictives.

Émission d'actions : Le 18 décembre 2015, la Société a émis 11 111 111 actions ordinaires de catégorie A et 8 333 333 bons de souscription pour un produit brut de 5 000 k \$. Chaque bon de souscription confère à son porteur le droit de souscrire à une action ordinaire de catégorie A au prix de 0,60 \$ pendant une période 18 mois se terminant le 18 juin 2017. Le produit brut a été alloué aux actions et aux bons de souscription au prorata de leurs justes valeurs estimatives respectives. Par conséquent, une valeur de 435 k \$ a été accordée aux bons de souscription et une valeur de 4 565 k \$ a été ajoutée au capital social. Les frais d'émission de 40 k \$ ont été alloués aux actions et aux bons de souscription au prorata de leurs justes valeurs estimatives respectives. Par conséquent, un montant de 37 k \$ a été déduit des capitaux propres et un montant de 3 k \$ a été déduit des bons de souscription.

Au cours de la période, la Société a émis 33 333 actions ordinaires de catégorie A lors de l'exercice d'options d'achat d'actions en contrepartie d'espèces totalisant 7 k \$. Un montant de 4 \$ représentant la juste valeur initiale des options d'achat d'actions a été ajouté au capital social et a réduit la réserve rattachée aux paiements fondés sur les actions.

12.4 Capitaux propres

Les capitaux propres se chiffraient à 26 103 k \$ au 31 mars 2016 comparativement à des capitaux propres de 20 593 k \$ au 31 mars 2015, pour une variation de 5 510 k \$. Cette augmentation provient principalement de l'émission d'actions ordinaires et bons de souscription au montant de 5 000 k \$ le 18 décembre 2015.

13. Information trimestrielle

Les résultats d'exploitation pour chacun des huit derniers trimestres sont présentés dans le tableau suivant.

	2016				2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus provenant du marché du divertissement								
<i>Exploitants de salles de cinéma :</i>								
- Vente de systèmes	4 880	3 586	2 208	2 564	4 418	2 150	1 880	1 878
- Droits d'utilisation, location et maintenance	1 427	1 628	1 193	2 276	658	991	1 238	1 143
	6 307	5 214	3 401	4 840	5 076	3 141	3 118	3 021
<i>Vente de systèmes pour le divertissement à domicile</i>	424	472	233	332	254	309	238	223
<i>Vente de systèmes pour le divertissement thématique</i>	645	1 466	663	728	440	441	405	576
Total revenus du marché du divertissement	7 376	7 152	4 297	5 900	5 770	3 891	3 761	3 820
Revenus provenant du marché de la simulation et formation	1 236	1 069	724	1 288	910	1 103	593	740
REVENUS TOTAUX	8 612	8 221	5 021	7 188	6 680	4 994	4 354	4 560
EBITDA ajusté *	944	1 371	132	1 151	713	200	372	19
Bénéfice net (perte nette)	(406)	397	(208)	30	850	(315)	192	(1 205)
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,002)	0,002	(0,001)	0,000	0,005	(0,002)	0,001	(0,007)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires	174 928 906	165 508 616	163 791 129	163 784 462	163 784 462	163 784 462	163 783 665	163 781 129

* Se référer à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

La variation des revenus au cours des huit derniers trimestres provient entre autres de la croissance plus ou moins accentuée d'un trimestre à l'autre pour le marché du divertissement et celui de la simulation et formation. Plus particulièrement pour le marché du divertissement, les revenus fluctuent en fonction de la performance des films présentés.

14. Engagements contractuels

La Société loue des locaux et des équipements conformément à des contrats de location-exploitation et s'est engagée à long terme pour l'achat de services. Les paiements minimaux pour les années futures sont les suivants :

	Baux	Autres engagements
2017	263	35
2018 à 2021	649	26
2022 et par la suite	157	—
	1 069	61

Les dépenses liées aux contrats de location-exploitation de la Société s'établissaient à 317 k \$ en 2016 (273 k \$ en 2015) et sont garanties aux bailleurs par l'universalité des biens meubles et effets mobiliers, tant présents que futurs.

15. Capital social en circulation (21 juin 2016)

	Actions ordinaires de catégorie A
Actions ordinaires de catégorie A en circulation	175 003 906
Instruments convertibles	
Options d'achat d'actions en circulation	15 251 845
Bons de souscription	14 833 333
	205 089 084

16. Jugements et estimations importants et Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

Jugements et estimations importants

L'établissement des états financiers consolidés conduit la direction de la Société à faire des jugements et des estimations et formuler des hypothèses susceptibles d'avoir un impact tant sur les montants des actifs et des passifs à la date du bilan, que sur ceux des produits et des charges.

Jugements

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait le jugement suivant qui a un effet important sur la valeur comptable des actifs et des passifs présentés dans les états financiers consolidés.

La Société est engagée, en tant que bailleur, dans des contrats de location de ses systèmes de mouvement. La Société a déterminé, sur la base de son évaluation des modalités et conditions des ententes, telles que la durée des contrats de location, que la Société conserve la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des systèmes. La Société a donc comptabilisé ces contrats comme des contrats de location simple.

Estimations

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont établies à partir des expériences passées et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu dans le cadre de la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs.

Les montants définitifs figurant dans les futurs états financiers consolidés de la Société peuvent être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue. Les principales estimations retenues concernent la reconnaissance d'actifs d'impôts différés et de crédits d'impôt.

Pour de plus amples détails, voir la note 2.3 « Jugements et estimations importants » des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

Normes publiées mais non encore entrées en vigueur

La Société n'a pas appliqué les normes suivantes ou les modifications à certaines normes, qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore entrées en vigueur :

- L'IFRS 9, *Instruments financiers* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, avec une application anticipée permise. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation dans l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture plus étroitement lié avec les activités de gestion des risques prises par les entités.
- L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, avec une application anticipée permise. L'IFRS 15 précise comment et quand une entité comptabilisera ses revenus et exige qu'elle divulgue davantage d'informations aux utilisateurs des états financiers. La norme fournit un modèle à cinq étapes fondées sur des principes à appliquer à tous les contrats avec les clients.
- IFRS 16, *Contrats de location* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, avec une application anticipée permise si l'IFRS 15 a été appliquée ou est appliquée au même moment que l'IFRS 16. IFRS 16 établit les nouveaux principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location ainsi que les informations à fournir pour les deux parties impliquées au contrat. La norme comprend une méthode de comptabilisation unique pour les preneurs, sauf certaines exceptions. En particulier, les preneurs devront présenter la majorité de leurs contrats de location dans leurs bilans en comptabilisant des actifs liés au droit d'utilisation et les passifs financiers afférents.

17. Instruments financiers

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de l'évolution des taux d'intérêt pratiqués sur le marché.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur les équivalents de trésorerie qui rapportent des intérêts aux taux du marché. La Société n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Sur une base annuelle, une variation de 1 % des taux d'intérêts aurait un impact net sur la perte nette et le résultat global de 165 k \$ [67 k \$ au 31 mars 2015].

La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant le revenu d'intérêts gagné sur les fonds excédentaires tout en maintenant les liquidités nécessaires à la poursuite de ses activités sur une base quotidienne. Les équivalents de trésorerie sont composés de titres de fonds de marché monétaire et d'autres instruments échéant à court terme.

Risque de crédit

La Société est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. La Société évalue la solvabilité de ses clients afin de limiter le montant du crédit offert, le cas échéant, et établit une provision pour créances douteuses à recevoir suffisante pour couvrir les pertes probables et raisonnablement estimées. En outre, la Société assure généralement ses soldes de débiteurs auprès d'Exportations et développement Canada. Au 31 mars 2016, un client représentait 42 % du total des comptes clients et 60 % des comptes clients étaient assurés à 90 % du solde à recevoir [au 31 mars 2015, un client représentait 47 % du total des comptes clients et 56 % des comptes clients étaient assurés à 90 % du solde à recevoir]. Par le passé, la Société n'a jamais eu à radier un montant appréciable de comptes clients. En date du 31 mars 2016, le total des comptes clients dus depuis plus de 90 jours était de 2 % [11 % en 2015]. La provision pour créances douteuses s'élevait à 7 k \$ au 31 mars 2016 [11 k \$ au 31 mars 2015]. Les débiteurs incluent les crédits d'impôt à l'investissement et les taxes à la consommation à recevoir sont recevables du gouvernement et ne sont pas exposés à un risque de crédit important. La trésorerie et les équivalents de trésorerie font l'objet de contrats avec un nombre restreint de banques à charte canadiennes.

L'exposition maximale aux risques de crédit pour les instruments financiers correspondait à leur valeur comptable aux 31 mars 2016 et 2015.

La Société a aussi vendu 13 % de ses revenus du marché du divertissement à un client [18 % à un client du marché du divertissement en 2015] et a vendu 16 % de ses revenus du marché de la simulation et formation à un client [33 % à un client du marché de la simulation et formation en 2015].

Risque de change

La Société court un risque de change en raison de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients, des dépôts et des créditeurs libellés en dollars américains. Au 31 mars 2016, les actifs financiers, consistant principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et des dépôts libellés en dollars américains, totalisaient respectivement 1 974 k \$, 4 223 k \$ et 201 k \$ [respectivement 1 987 k \$, 2 615 k \$ et 286 k \$ au 31 mars 2015] et les passifs financiers

libellés en dollars américains totalisaient 1 937 k \$ [1 124 k \$ au 31 mars 2015]. Au 31 mars 2016, une augmentation ou une diminution de 10 % du taux de change de la devise américaine par rapport au dollar canadien aurait un impact de 585 k \$ [477 k \$ au 31 mars 2015] sur la perte nette et le résultat global.

De plus, la Société a recours à des instruments financiers dérivés afin d'atténuer le risque de change. La Société a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. Elle est toutefois d'avis que ces instruments dérivés couvrent en partie le risque de change connexe à l'égard de ces opérations.

Au 31 mars 2016, la Société détenait des contrats de change d'une valeur nominale de 3 200 k \$ en dollars américains lui permettant de vendre des devises américaines à des taux en dollars canadiens variant de 1,2938 à 1,3180, s'échelonnant du 30 juin au 31 décembre 2016. Au 31 mars 2015, la Société détenait des contrats de change d'une valeur nominale de 1 000 k \$ en dollars américains lui permettant de vendre des devises américaines à un taux en dollars canadiens de 1,1475 au 30 juin 2015.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci sont exigibles. La Société gère ses liquidités de manière à régler ses passifs lorsqu'ils seront exigibles en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés. Au cours des derniers exercices, la Société a financé ses besoins en liquidités principalement par la vente de titres de créance et de participation et par l'émission d'actions. La Société dispose des liquidités suffisantes pour faire face à ses obligations de fonds de roulement et poursuivre ses activités pour les douze prochains mois. Puisque les activités actuelles sont déficitaires, la Société pourrait nécessiter l'apport de capitaux supplémentaires pour poursuivre le développement et la commercialisation de sa technologie.

Au 31 mars 2016, les passifs financiers de la Société comportaient une échéance contractuelle de moins d'un an et correspondaient aux créanciers et charges à payer et aux instruments financiers dérivés, pour un solde de 6 057 \$ k [3 887 \$ k au 31 mars 2015]. Le prêt porte intérêt payable trimestriellement au taux de 7 % ou 10 % selon des conditions particulières et vient entièrement à échéance le 5 février 2020.

Notre capacité à recueillir des capitaux est influencée par certains risques et incertitudes (se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes »).

18. Risques et incertitudes

Nous sommes engagés dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les risques et les incertitudes sont décrits dans la Notice annuelle datée du 21 juin 2016 disponible sur SEDAR au www.sedar.com

19. Contrôles de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Conformément au Règlement 52-109 sur l'*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le président et chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que sur la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a conçu les contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à la connaissance du président et chef de la direction et du chef des finances, en particulier dans la période au cours de laquelle les documents annuels sont préparés. Le président et chef de la direction et le chef des finances ont procédé à une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et ont conclu, d'après leur évaluation, que ces contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2016.

La direction a également conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers consolidés à des fins externes selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le chef des finances ont procédé à une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière et ont conclu, d'après leur évaluation, que ce contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace en date du 31 mars 2016.

Finalement, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui soit survenu au cours de la période comptable débutant le 1^{er} janvier 2016 et se terminant le 31 mars 2016 qui ait eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

20. Information additionnelle et continue

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 21 juin 2016. Des renseignements supplémentaires sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.

D-BOX^{MD}, D-BOX Motion Code^{MD}, LIVE THE ACTION^{MD}, ARCHITECTE DU MOUVEMENT^{MD} et MOVE THE WORLDTM sont des marques de commerce de Technologies D-BOX inc. Les autres noms sont uniquement publiés à titre indicatif et peuvent représenter des marques de commerce de leurs propriétaires respectifs.